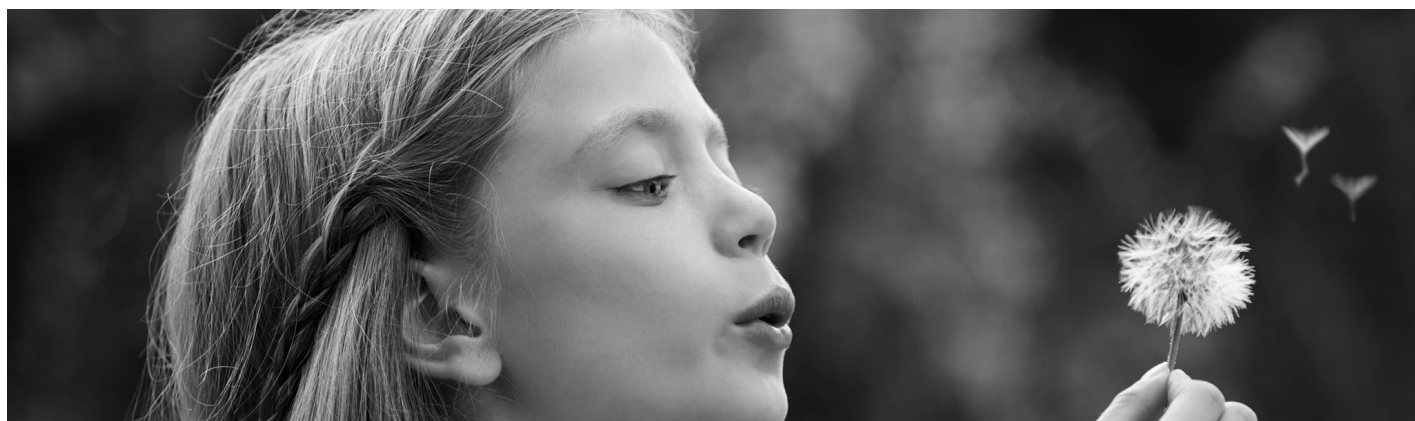


nov'ACTU

votre actualité économique et financière by novAM Office Patrimonial



Les négociations bipartisanes sont mortes... longue vie aux négociations partisanes !

Par un communiqué publié en début de semaine, l'administration Biden a annoncé l'échec des négociations autour du plan de relance infrastructure cher au président américain... pour mieux les relancer !

De nouvelles discussions ont en effet été amorcées dès l'annonce de cette impasse ! Pour ce faire, la Maison Blanche a tout simplement décidé de changer d'interlocuteurs. Les échanges entre le locataire de la Maison Blanche et la sénatrice Shelley Capito n'ont en effet pas permis de trouver un consensus sur l'épineux sujet du financement par l'imposition et sur l'enveloppe globale.

Comme évoqué en préambule, priorité reste à ces négociations bipartisanes tant Joe Biden cherche à ne pas griller son joker (procédure de réconciliation) qu'il ne peut utiliser qu'une fois par exercice fiscal. Un groupe de sénateurs républicains et démocrate a donc été constitué pour relancer ces négociations. Un signal favorable donc... bien que le sénateur républicain Mitt Romney ait déjà averti que le financement par les hausses d'impôts bloquait toujours autant du côté républicain.

Pendant ce temps, le Congrès reste susceptible de valider les points les plus consensuels, notamment ceux visant à protéger la compétitivité des Etats-Unis face à la Chine. Le Sénat a ainsi validé cette semaine la « Anti China Bill » que les esprits les plus critiques ont déjà rebaptisé « anti made in China ». Le plan, qui doit être validé par la chambre des représentants, prévoit 190 milliards de dollars sur 5 ans pour les activités de recherche & développement.

Sont notamment visés l'ensemble des sujets propres à l'ordinateur quantique et à l'intelligence artificielle, avec des augmentations de crédits pour National Science Foundation, le Department of Commerce, le Department of Energy, et la NASA ainsi que l'établissement d'un Technology and Innovation Directorate.

52 milliards de dollars (dont la moitié sur 2022, puis 7 milliards chaque année jusqu'en 2026) sont également prévus pour optimiser le développement des industries domestiques qui produisent des semi-conducteurs et des équipements de télécommunications, dont 2 milliards de dollars pour les puces utilisées par les constructeurs automobiles qui ont connu des pénuries massives. Logiquement, le consensus est plus facile à trouver entre républicains et démocrates lorsqu'il s'agit de défendre sa compétitivité sur les sujets stratégiques vis-à-vis de l'Empire du Milieu que lorsqu'il s'agit de reformer sa fiscalité domestique. Nul doute que la validation du plan budgétaire par la Chambre des Représentants ne soit qu'une formalité...

Une reprise à deux vitesses ?

Dans un rapport sur l'évolution de l'économie mondiale après la crise sanitaire, la Banque Mondiale est venue confirmer un peu plus le fort rebond dont profitent actuellement la grande majorité des pays développés.

Selon l'institution, ceux-ci devraient retrouver en moyenne leur niveau de richesse d'avant-crise d'ici 2022 !

Seulement, l'heure n'est pas à l'euphorie pour autant puisque l'institution souligne également le risque de fragmentation de l'économie mondiale. En d'autres termes, les pays émergents les plus pauvres souffrent de nombreux fondamentaux les empêchant de suivre la dynamique des économies occidentales et restent donc empêtrés dans les conséquences de la crise sanitaire. Crise qui aura engendré des chutes historiques de croissance.

Les pays émergents les plus pauvres ne profitent que peu du soutien des campagnes vaccinales et sont les premiers touchés par la flambée des prix alimentaires, liée à la reprise économie des pays développés et de la Chine. Contrairement à la majorité des pays développés, les pays émergents les plus fragiles n'ont pu s'appuyer sur le soutien massif de leurs banques centrales respectives.

Des pays comme la Turquie, le Brésil ou encore le Liban sont le parfait exemple de la difficulté à mettre en place des politiques monétaires ambitieuses sans faire déraiper l'inflation. La crise sanitaire n'a fait qu'amplifier le phénomène...



La BCE rend sa copie

Comme à l'accoutumée, la conférence mensuelle de la Banque Centrale Européenne se tenait ce jeudi et était très attendue de la part des investisseurs. La thématique du retour de l'inflation sur le continent européen reste en effet un sujet sensible au regard de la situation américaine.

Alors que le discours de la présidente de la banque centrale Christine Lagarde touche à sa fin, cette dernière a relevé les prévisions de croissance de la Zone Euro compte tenu de l'évolution favorable du contexte sanitaire.

Par ailleurs, la politique monétaire est restée inchangée et le rythme des rachats d'actifs (20 milliards d'euros par semaine sur la dette publique et privée) continuera d'être soutenu ces prochains mois pour ne pas fragiliser la reprise.

La météo économique de l'Hexagone au beau fixe !

Au gré de l'avancée de la campagne vaccinale, la situation sanitaire française permet chaque jour un peu plus une reprise économique marquée.

Alors que nous entrons cette semaine dans la troisième étape du déconfinement, l'heure est clairement à la reprise de l'activité économique vers des niveaux plus normatifs selon l'INSEE. Selon les anticipations des analystes, la croissance devrait accélérer très nettement pendant la période estivale, et donc effacer partiellement la perte d'activité de 6% par rapport au PIB d'avant-crise en avril.

Les services, évidemment, sont les plus susceptibles de profiter de ce rattrapage estival. Les ménages ont en effet, comme aux Etats-Unis, vu leurs revenus être préservés sous l'effet des plans de soutien budgétaire.

Seule incertitude : quelle part des revenus épargnés lorsqu'il devenait impossible de consommer sera déployée ? A suivre...

Passé ces considérations court-termistes, la mise en place de nouvelles mesures de relance au second semestre devra prendre le relais de l'effet de la consommation estivale des ménages... pour un retour aux niveaux d'avant-crise espéré pour mi-2022.

Sources : WiseAM, Courrier International, Yahoo, Reuters, Sydney Morning Herald, Ouest France, Le Nouvelliste, Boursorama, France 24, BFM Business, La Tribune
Achevé de rédiger le 11/06/2021



www.nov-am.com



novAM - 31, rue des poissonniers 92200 Neuilly s/Seine



01 55 62 00 96



contact@nov-am.com

